

LES
inspirations

ÉCO AFRIQUE

Transport aérien

LA CEIBA VISE LE TARMAC DE CASABLANCA

ZOOM

XV^e Sommet de la francophonie,
Vers un espace de libre-échange ?

P.21

INTERVIEW

Hatem Hariri, directeur régional Afrique
d'Avaya

P.23

OPÉRATEUR DE LA SEMAINE

Les reco' de Jankari Consulting
à propos des TIC

P.24

LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

La Côte d'Ivoire est de retour !

P.25





BILLET

Oumar Baldé
o.balde@leseco.ma

Francophonie caduque

Faire de la francophonie un espace de libre-échange économique: telle est l'une des meilleures propositions faites lors du dernier sommet de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) qui vient de prendre fin à Dakar. Heureusement, certains chefs d'État ne manquent pas de propositions quant à la survie de cet espace en quête de repères dans un monde en perpétuelle transformation. Refaçonner la francophonie, faire d'elle une zone de développement économique profitable aux peuples serait probablement l'un des seuls moyens de sauver cette organisation. Il ne faut pas se voiler la face, c'est à peine si les citoyens des pays membres de l'OIF se reconnaissent dans ce club qui n'est rien d'autre qu'une poursuite de la colonisation culturelle. La francophonie ne fait pas recette, même dans les pays francophones. Plus d'un demi-siècle après les indépendances, il s'avère que le français n'est plus une véritable langue de développement. Plus grave encore, la France continue de rythmer et d'«aspérer» l'économie de ses anciennes colonies. Où est donc l'intérêt de cette ringarde francophonie? Dans un tel contexte, les pays africains francophones devraient avoir du courage et faire preuve de pragmatisme. Il faut non seulement une diversité linguistique pour s'ouvrir davantage aux langues qui rythment le business mondial, mais aussi veiller à ce que les nouvelles générations ne soient noyées dans la mondialisation puissent conserver leurs langues locales et maternelles. Sinon, la perte sera double: déracinement et francophones pauvres. ●

Un Marocain remporte le prix StarTech Africa

Le 1^{er} prix de StarTech Africa, dont l'édition avait retenu le thème de «l'Innovation technologique en Afrique au 21^e siècle», a été remporté par le Marocain Imad Morchid de l'École d'ingénierie de l'Université internationale de Casablanca. Cet élève ingénieur a été primé pour son projet portant sur la récupération de l'énergie cinétique d'un marcheur, en vue de la transformer en énergie électrique pouvant être stockée afin d'alimenter des appareils divers détenus par ce marcheur. Plusieurs établissements d'enseignement supérieur marocains et 6 écoles d'ingénieurs de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Niger et de la Guinée ont participé à la compétition.

Attijariwafa bank partenaire des Chinois en Afrique...

En marge du Forum économique Maroc-Chine, qui s'est tenu le 28 novembre à Pékin, Attijariwafa bank a signé plusieurs conventions avec les partenaires chinois. Parmi ces conventions figure celle conclue avec la Banque chinoise de développement (China Development Bank) sur un contrat de prêt de 100 millions de dollars en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) marocaines et africaines. Attijariwafa bank a également signé une autre convention avec Bank Of China avec comme objectif de promouvoir l'utilisation de RMB dans les échanges commerciaux et financiers entre l'Afrique en général, et le Maroc en particulier, et la Chine.

... la BCP et la BMCE aussi

Pour sa part, la Banque Centrale Populaire (BCP) a signé trois conventions avec des entreprises chinoises. La première a été signée avec l'établissement



DIEZANI ALISON-MADEUKE
MINISTRE NIGÉRIANE DES RESSOURCES PÉTROLIÈRES

Une Nigériane à la tête de l'OPEP

À partir du 1^{er} janvier prochain, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) sera dirigée par une Africaine. Il s'agit de la ministre nigériane des Ressources pétrolières, Diezani Alison-Madueke. La décision, prise le 27 novembre à Vienne, fait de cette responsable la première femme nommée à la présidence tournante de l'OPEP depuis sa création en 1960. Il est à préciser que ce poste est principalement honorifique, les décisions appartenant aux dirigeants des pays membres.

financier chinois Industrial And Commercial Bank Of China (ICBC), la deuxième avec l'opérateur Huawei, et la troisième avec les sociétés Mathé (Maroc) et Bonna (Chine), premiers opérateurs marocain et chinois dans le thé. Idem pour la Banque marocaine du commerce extérieur (BMCE Bank) qui a conclu quatre conventions avec les opérateurs chinois. À travers ces partenariats, les établissements financiers marocains visent à accompagner les entreprises chinoises en Afrique subsaharienne.

L'Afrique méconnue des PME mondiales ?

D'après une étude approfondie réalisée par l'Economist Intelligence Unit (EIU) pour le compte de DHL Express, près de 40% des petites et moyennes entreprises (PME) mondiales ne voient pas l'Afrique comme une opportunité de croissance, malgré les nombreux exem-

ples de croissance économique positive et le développement de la classe moyenne dans cette région. Il est souligné que les PME prévoient de générer jusqu'à 50% de leur chiffre d'affaires à l'international d'ici 2019. «C'est un point extrêmement positif qui souligne les nombreuses opportunités pour l'Afrique en termes d'investissement et de création d'emplois», fait savoir DHL.

Le Maroc, carrefour des forums africains

Un Forum postal africain à Marrakech, un autre sur la sécurité sociale pour l'Afrique à Casablanca, une rencontre panafricaine sur la gestion des comptes de l'État à Tanger, la troisième édition du Salon international des mines et carrières, avec une forte participation africaine, ou encore de l'Africa Aviation Forum... ces derniers temps, le royaume apparaît comme un véritable carrefour des grands événements continentaux.

AGENDA

Forum de la sécurité sociale (Casablanca, 3-5 décembre)

L'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) organise le Forum régional de la sécurité sociale pour l'Afrique. L'événement aura lieu à Casablanca du 3 au 5 décembre prochains. Organisé en partenariat avec la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), ce rendez-vous réunira près de 200 participants, dont des dirigeants et de hauts responsables des organisations membres de l'AISS en Afrique, ainsi que des acteurs politiques et des experts. Ce sera aussi l'occasion de la remise du prix AISS de bonnes pratiques.

Sommet nord-africain du pétrole (7-9 décembre, Alger)



Un sommet nord-africain du pétrole et du gaz se tiendra du 7 au 9 décembre prochains à Alger. Il regroupera des leaders du marché pétrolier. 450 experts de la région nord-africaine provenant de différentes compagnies du pétrole et du gaz y sont attendus, ainsi que des investisseurs, des fournisseurs de services, des banques et des cabinets d'avocats spécialisés dans ce secteur.

XV^e Sommet de la francophonie

Vers un espace de libre-échange ?

● La tenue du XV^e Sommet de la francophonie à Dakar a permis de relancer le débat sur la création d'un espace économique solidaire entre pays membres. Des voix appellent à la création d'un espace de libre-échange francophone.



● ● ●
**La Canadienne
 Michaëlle Jean
 succède à
 Abdou Diouf à
 la tête de l'OIF.**

le biais du système colonial. Globalement, le poids économique des pays membres de l'OIF n'est pas négligeable, mais il reste faible par rapport à l'espace Commonwealth. En effet, les pays membres de l'OIF représentent 274 millions d'habitants, soit environ 4% de la population mondiale, pèsent 16% du PIB mondial et abritent 15% des réserves en matières premières. À l'horizon 2060, on estime que les locuteurs francophones seront au nombre de 767 millions, dont 85% en Afrique.

Croissance

Pour autant, le potentiel de commerce entre les pays francophones reste considérable. C'est la conviction de l'économiste Jacques Attali, auteur d'un rapport sur le sujet. Si les pays membres de l'OIF parvenaient à mettre sur pied un partenariat économique durable et dans une logique «gagnant-gagnant», cela contribuerait considérablement à la croissance de leurs économies. En tout cas, c'est le point de vue de Jacques Attali, qui rappelle que «les gens qui parlent la même langue font 70% d'affaires de plus entre eux que des gens qui ne parlent pas la même langue». Ce constat semble corroboré par la présence marocaine en Afrique subsaharienne. En effet, le label Maroc se retrouve plutôt dans les pays francophones qu'anglophones. ●

Au-delà de l'élection de la Canadienne Michaëlle Jean, qui devient la nouvelle secrétaire générale de l'OIF, le XV^e Sommet de la francophonie, tenu ce week-end à Dakar, a été l'occasion pour l'ensemble des pays membres de cet espace, qui compte désormais 80 États, de se rendre compte de la nécessité d'axer leur coopération sur le développement économique. Cette urgence a d'ailleurs été évoquée par certains chefs d'État lors de leur allocution. Le président gabonais Ali Bongo Ondimba est même allé jusqu'à appeler à la création d'un espace de libre-échange francophone. «C'est la

condition indispensable pour garantir le dynamisme de nos pays, pour que notre jeunesse, les opérateurs culturels et économiques, soient à même de tirer le meilleur avantage de l'ouverture des sociétés africaines aux flux du monde», a-t-il indiqué samedi dernier, devant ses pairs venus des quatre coins du monde. Car aujourd'hui, force est de constater que le cadre de coopération purement culturel tend de plus en plus à devenir caduc. Malgré les «performances» dont se gargarise l'OIF en termes de progrès du français, on se rend compte que cette langue est bien loin de pouvoir se comparer à certaines langues «internationales»

comme l'anglais. Le français n'est que la 5^e langue la plus parlée du monde. Elle peine à s'imposer comme la langue du business à travers le monde.

16% du PIB mondial

En Afrique, où se concentre la majorité des pays francophones du monde (on parle même de 6 francophones sur 10), l'espace anglophone continue de damer le pion aux États où le français est langue officielle. Sur le plan économique, les indicateurs sont beaucoup plus positifs du côté des pays ayant adopté la langue de Shakespeare que ceux ayant hérité de la langue de Molière par

Attijariwafa bank

partenaire de votre dossier Afrique



التجاري وفا بنك
 Attijariwafa bank

Transport aérien

La Ceiba vise le tarmac de Casablanca

● Lors de la troisième édition de l'Africa Aviation Forum (AAF), le ministre de l'Aviation civile de la Guinée équatoriale a émis le souhait de voir sa compagnie nationale desservir Casablanca. La réaction du gouvernement marocain face à cette demande est attendue.



Ceiba Intercontinental, future concurrente de la Royal Air Maroc sur son réseau africain ? En tout cas, la très jeune compagnie nationale de la Guinée équatoriale ne manque d'appétit. Les autorités de Malabo aimeraient la voir se poser à Casablanca, tout comme RAM atterrit à Malabo. Telle est la requête formulée par le ministre équatorien de l'Aviation civile, Fausto Abeso Fuma. Le responsable gouvernemental est venu en formuler le souhait à son homologue marocain, Mohammed Najib Boulif, en marge des travaux de la troisième édition de l'Africa Aviation Forum (AAF)

tenue les 27 et 28 novembre à Rabat. «*Nous pensons qu'il doit y avoir des vols de la Ceiba à destination de Casablanca ou d'autres villes marocaines, afin de permettre aux clients de choisir librement leur compagnie*». Du côté de Malabo, on invoque l'accord aérien liant les deux pays, mais aussi la décision de Yamoussoukro de 1999. Celle-ci engage les pays signataires à déréglementer leurs liaisons aériennes et à promouvoir des marchés régionaux du transport aérien ouverts à la concurrence transnationale.

Réaction marocaine ?

En plus de cet argument juri-

dique, le ministre équato-guinéen est surtout motivé par l'exécution de la stratégie de développement de sa compagnie nationale. Après avoir réussi à se faire une place sur le marché de l'Afrique centrale, la Ceiba veut voler plus haut. Elle a récemment ouvert des lignes directes avec l'Afrique de l'Ouest, notamment Dakar, qui constitue un véritable hub régional. Désormais, il s'agit d'étendre ses ailes vers le nord du continent pour, certainement, mieux se positionner en Europe, continent qu'elle dessert déjà.

La compagnie Ceiba, dont le nom évoque un arbre des pays tropicaux, surfe sur la vague de la dynamique économique de la Guinée équatoriale, portée par l'exploitation de ses ressources naturelles.

À écouter les autorités équato-guinéennes, on se rend vite compte du fait que la compétitivité des prix risque d'être leur argument commercial phare, car le ministre Fausto Abeso Fuma affirme sans ambages que «*les prix sont encore très chers*». Quoi qu'il en soit, on attend de voir la réaction du gouvernement face à cette demande. ●

●●●
La Ceiba a déjà ouvert plusieurs lignes directes en Afrique de l'Ouest.

Q/R



Fausto Abeso Fuma
Ministre délégué de l'Aviation civile de la Guinée équatoriale

Les ÉCO : Qu'attendez-vous de vos partenaires marocains ?

Fausto Abeso Fuma : Nous souhaitons que la compagnie nationale de la Guinée équatoriale, la Ceiba, puisse commencer à desservir le Maroc. Comme vous le savez, le Maroc et la Guinée équatoriale entretiennent des relations fraternelles et, actuellement, seule RAM dessert Malabo. Nous pensons qu'il doit y avoir des vols de la Ceiba à destination de Casablanca ou d'autres villes marocaines, afin de permettre aux clients de choisir librement leur compagnie en fonction de la qualité du service et de la compétitivité des prix. Cela dit, nous sommes ouverts à l'idée de permettre à RAM de desservir n'importe quelle autre ville africaine à partir de la Guinée équatoriale.

Cela va-t-il passer par une renégociation des accords aériens ?

Non. Les accords aériens existent depuis longtemps. Il s'agit juste de mettre en application leurs dispositions et de voir à quelle date la Ceiba commencera ses dessertes sur Casablanca.

Cela dit, comment se porte la Ceiba ?

La compagnie nationale équatorienne a été créée en 2007. Elle a commencé à s'imposer à partir de 2012, avec un développement très significatif dans la région d'Afrique centrale. Le plan de développement de la compagnie prévoit d'augmenter ses liaisons aériennes avec d'autres pays. Elle dessert Dakar depuis environ 3 mois. Et là, nous comptons faire de même avec Casablanca. ●

Le satisfecit de Boulif

Interpellé sur le niveau des prix du billet d'avion à destination d'Afrique subsaharienne, le ministre délégué au Transport, Mohammed Najib Boulif, soutient que RAM a des obligations de résultat dans le cadre de son contrat-programme avec l'État. «*Sur ce point, force est de constater que RAM a réussi plusieurs objectifs bien avant la fin du contrat-programme*», a souligné Boulif. Le ministre s'est également justifié par rapport au succès des liaisons de la RAM vers les destinations africaines. «*Les vols de RAM affichent souvent complets. Celui de Casa-N'Djamena en est le dernier exemple. Nous ne pensons pas qu'il allait rencontrer un tel succès, mais nous enregistrons des taux de remplissage d'environ 70%*», a poursuivi le ministre, qui estime que ces prix pourraient diminuer si la compagnie réussit à augmenter ses liaisons vers les pays desservis.



HATEM HARIRI

Directeur régional Afrique d'Avaya

«Avaya a réalisé une progression de 65% en Afrique»

● Avaya, la multinationale américaine spécialisée dans les communications en entreprise multiplie les performances commerciales en Afrique. Le mastodonte, qui détient 40% de parts de marché dans ce secteur à travers le monde, compte renforcer son emprise, notamment sur le continent. Pour y arriver, Avaya érige le Maroc en tremplin africain.

Les ÉCO : Quelle place l'Afrique occupe-t-elle dans la stratégie d'Avaya ?

Hatem Hariri : Au niveau d'Avaya, nous considérons que l'Afrique est un marché promoteur. C'est un continent qui dispose d'un potentiel immense. C'est encore un marché jeune et les gouvernements commencent à comprendre l'avantage de la technologie dans la dynamique de développement. Nous pensons donc que c'est vraiment le moment d'avancer en Afrique. Grâce à son réseau de partenaires sur place, Avaya est convaincu de pouvoir livrer le meilleur de la technologie afin de contribuer à connecter le marché africain au village planétaire.

Dans quels pays africain êtes-vous présents actuellement ?

Nous sommes présents partout en Afrique. Cela s'explique par le fait que notre stratégie ne consiste pas à tout faire par nous-mêmes. Nous

disposons d'une technologie qui est reconnue mondialement, mais la commercialisation est assurée par des partenaires locaux, connaisseurs de leurs marchés. Avaya veille à former ses distributeurs sur les dernières technologies de ses produits. En plus du Maroc, nous avons ouvert des entités légales en Égypte, en Afrique du Sud, ainsi qu'au Kenya, de même qu'au Nigéria, en Zambie, ou encore en Tanzanie. Celle d'Algérie est en cours. Notre stratégie consiste également à couvrir l'ensemble du continent à partir de pays-carrefours dans chaque sous-région. C'est le cas du Maroc par exemple.

Quels sont les résultats réalisés jusque-là sur le marché africain ?

Avaya réalise de très bonnes performances en Afrique. D'ailleurs cela nous a valu, au département Afrique, trois distinctions de la maison-mère. Cette année, nous avons

réussi à réaliser une progression de 65%. C'est la plus forte progression enregistrée par Avaya dans le monde. Cela montre le potentiel existant sur le continent africain.

Quels sont vos projets d'extension ?

Vu la marge de développement possible et la volonté de doter le continent de véritables outils technologiques de pointe, les projets ne peuvent pas manquer. Avaya a conclu un accord avec une grande compagnie de téléphonie couvrant 17 pays en Afrique. Nous sommes entrain de leur fournir divers services. Nous sommes également en train d'étudier des partenariats avec des banques africaines. Actuellement, nous offrons nos services à 80% des banques au Nigéria, au Kenya et à 75% des centres d'appels au Maroc.

Concrètement, quelle position le Maroc va-t-il

occuper dans cette stratégie africaine ?

Pour nous, le Maroc représente un tremplin vers l'Afrique subsaharienne. Avaya est le premier fournisseur de centres d'appels au Maroc. Nous travaillons avec nos partenaires marocains, ainsi qu'avec des partenariats locaux qu'on développe pour couvrir toute la zone ouest-africaine. Ce sont des marchés à fort potentiel.

Quels sont les principaux défis auxquels vous êtes confrontés en Afrique ?

La situation dépend de chaque pays. Parfois nous sommes confrontés à des obstacles liés à la bureaucratie. Cela entraîne des retards dans l'homologation de certains de nos produits qui font appel à une technologie sensible et c'est là que le rôle de nos partenaires locaux est déterminant, car leur bonne connaissance du terrain permet d'accélérer certaines procédures. À notre niveau, nous essayons aussi d'anticiper via des contacts avec les gouvernements afin de leur expliquer notre do-

«Nous sommes également en train d'étudier des partenariats avec des banques africaines».

maine d'activité.

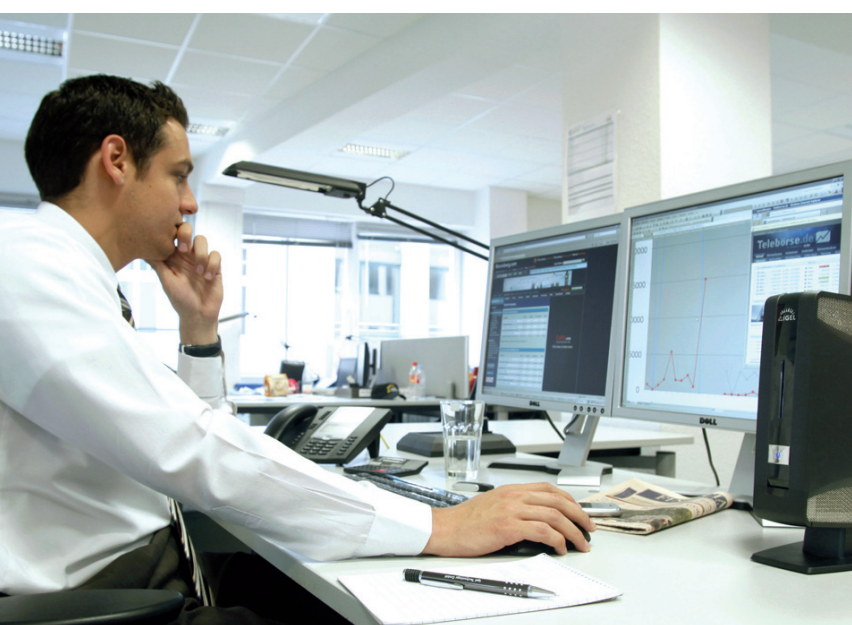
En dehors de l'Afrique, comment évoluent vos activités globales ?

Comme vous le savez, Avaya est un leader mondial et essaie de se maintenir à la pointe de la technologie dans notre domaine. Actuellement, la tendance est «cloud». Cela pousse à se tourner davantage vers le marché des PME-PMI. Nous essayons à ce niveau d'offrir des solutions complètes par rapport aux besoins. Nous nous adaptons également aux demandes des compagnies téléphoniques, notamment sur tous les segments du marché. ●

●●●
«Avaya est en mesure de proposer le meilleur de la technologie afin de connecter le marché africain au village planétaire».

Les reco' de Jankari Consulting à propos des TIC

● En plus de prendre part aux opérations de Maroc Export en Afrique subsaharienne, Jankari Consulting livre ses conseils pour une meilleure percée des professionnels maghrébins des TIC sur le continent.



semble les marchés d'Afrique et du Moyen-Orient», précise-t-il.

Marché d'avenir

Pour réussir son développement, la future filière intégrée doit «capitaliser sur deux acteurs clés, les banques-assurances et les opérateurs télécoms, qui ont déjà réussi un développement ambitieux en Afrique». C'est une option d'avenir pour la filière euro-maghrébine des TIC, pense Rachid Jankari. En tout cas, le dernier rapport 2013 de McKinsey Global Institute qu'il cite note que la contribution d'Internet au PIB annuel de l'Afrique pourrait passer de 18 milliards de dollars aujourd'hui à 300 milliards de dollars en 2025. Autre recommandation phare de Jankari Consulting : «la mise en place d'antennes locales sur les marchés cibles européens et africains et la création d'un «crédit import-export» (CIE) réservé aux

PME». Pour Rachid Jankari, «le modèle pourrait être calqué sur celui du crédit d'impôt recherche», ou encore sur le «traitement spécial pour les projets des entreprises TIC, d'autant plus que d'importants gisements de développement sur le marché européen, africain et international restent sous-exploités». Tels sont les conseils de Jankari Consulting; aux décideurs de s'en inspirer! ●

tobre dernier, l'étude préconise plusieurs points. D'emblée, Rachid Jankari indique que l'intérêt de la construction graduelle d'une filière euro-maghrébine ne se limite pas

Le partenariat entre les entreprises de l'espace euro-maghrébin est stratégique.

aux relations entre le Maghreb et l'Europe. «Le partenariat avec et entre les entreprises de l'espace euro-maghrébin est une opportunité stratégique pour adresser en-

Il affirme avoir visité une bonne partie des pays africains, mais son business tarde encore à y décoller. Pour autant, Rachid Jankari, directeur général de Jankari Consulting, ne manque pas d'idées pour développer le domaine des TIC dans la région maghrébine, afin d'exporter ce savoir-faire au Sud du Sahara. En plus de sa participation aux opérations de prospection de Maroc Export sur le continent, Rachid Jankari propose tout un éventail d'actions. Il vient tout juste de réaliser pour le compte d'un institut euro-méditerranéen une étude intitulée «Les technologies de l'information au Maroc, en Algérie et en Tunisie: vers une filière euro-maghrébine des TIC?». Publiée en oc-

BIO
EXPRESS



Rachid Jankari
DG de Jankari Consulting

Grande expertise

«On parle beaucoup du continent, mais je pense que nous avons encore besoin de réapprendre l'Afrique». Telle est l'intime conviction de Rachid Jankari, DG de Jankari Consulting. Ce titulaire d'un DES (2002) et du cycle supérieur (1998) de l'Institut supérieur de l'information et de la communication (ISIC) est un journaliste de formation. Il a exercé à Libération, l'Économiste, ainsi que dans l'hebdomadaire la Vie Éco. Ayant senti très tôt la percée d'Internet, Jankari a saisi l'occasion pour y développer ses compétences. C'est ainsi qu'il est passé par le portail menara.ma, en plus d'être correspondant pour plusieurs médias en ligne. Ces acquis ont très rapidement fait de lui un consultant international sur les nouveaux médias et le e-journalisme, notamment pour des organismes comme l'Unesco, l'Usaid et l'U.E. Rachid Jankari a également fondé la société MIT Media (www.mit-media.ma), editrice de l'e-mag www.maroc-it.ma. En un mot, le DG de Jankari Consulting apparaît comme l'un des précurseurs de la culture du web dans les milieux des médias au Maroc. Il a été consultant des TIC sur la radio Médi1 et continue d'animer des conférences et des formations sur le thème des nouveaux médias. Avec la dynamique d'exportation des produits et de l'expertise marocaine en Afrique subsaharienne, l'avenir ne manque pas de réserver de bonnes surprises aux profils identiques à celui de Rachid Jankari. ●

Le plus de Maroc Export

À l'heure où le continent se branche progressivement sur le réseau mondial des nouvelles technologies, les secteurs de l'offshoring, des TIC ou encore de la téléphonie présentent un grand potentiel de développement. Le Maroc, qui apparaît comme un «tremplin» pour de nombreuses grandes multinationales, a réussi à faire émerger une filière solide, créatrice d'emplois. Celle-ci s'efforce de fédérer l'ensemble des secteurs des NTIC, à travers plusieurs actions: favoriser un environnement propice à la relance de la croissance, promouvoir l'émergence de champions technologiques nationaux et faire du Maroc une plate-forme technologique pour servir l'Afrique. Maroc Export, en tant qu'établissement public en charge de promouvoir l'offre exportable marocaine, organise des missions d'affaires au profit des entreprises de cette filière. C'est le cas, par exemple, de la mission B to B organisée à Abidjan du 15 au 21 juin 2014.

EN PARTENARIAT AVEC 

La Côte d'Ivoire est de retour !

● La reprise économique de la Côte d'Ivoire se confirme, avec une croissance avoisinant les deux chiffres. Ce retour en force, après plusieurs années d'instabilité, est favorisé par l'intervention des bailleurs de fonds. Toutefois, le pays souffre encore d'un environnement des affaires difficile et d'infrastructures publiques déficientes.

Des richesses agricoles immenses, une économie en pleine diversification, une industrie de transformation en édification et des infrastructures portuaires et routières en cours de modernisation. Bienvenue en Côte d'Ivoire, l'un des poumons économiques de la zone ouest-africaine. Après une décennie d'instabilité politique, le pays de Félix Houphouët-Boigny compte bien marquer son grand retour. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Alassane Ouattara, la plupart des indicateurs macro-économiques du pays sont désormais au vert. La croissance avoisine désormais les deux chiffres: 9,8% en 2012, puis 8% l'année suivante. À en croire les prévisions de Coface, 2014 devrait également se terminer sur une note de 8%. La relance économique a permis à l'État d'augmenter ses recettes, bien que le niveau d'endettement dépasse les 40% du PIB. La disponibilité des bailleurs de fonds et des investisseurs étrangers, qui ont repris le chemin vers Abidjan, permet au gouvernement ivoirien de soutenir certains de ses projets. Globalement, l'activité tend à se maintenir à un niveau élevé, «*toujours soutenue par les dépenses publiques d'infrastructure, l'investissement privé et la consommation des ménages*», notent les analystes.



PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	2012	2013	2014	2015
Croissance PIB (%)	-4,7	9,8	8,0	8,0
Inflation (moyenne annuelle)	4,9	1,3	2,9	2,5
Solde budgétaire / PIB (%)	-5,7	-3,2	-3,1	-2,7
Solde courant / PIB (%)	12,9	-1,3	-1,8	-3,1
Dette publique / PIB (%)	73,2	48,9	42,4	41,0

SOURCE : COFACE

Secteurs clés

À l'instar de la plupart des pays du continent, la Côte d'Ivoire essaie de valoriser ses richesses naturelles, à commencer par les ressources agricoles. On s'attend ainsi à ce que l'agriculture, notamment la filière du café-cacao, commence réellement à tirer profit de la réforme de la filière café-cacao initiée en 2012. Malgré la baisse des cours mondiaux, la production pétrolière devrait continuer à croître avec l'ouverture de nouveaux puits. D'autre

part, la construction de plusieurs centrales thermiques favorise le développement de la capacité de production électrique (à moyen terme, la construction du barrage hydroélectrique de Soubré devrait également y contribuer). De plus, la production aurifère devrait bénéficier de la mise en exploitation de la mine d'or d'Agbaou. Enfin, l'activité dans le secteur tertiaire constitue l'un des nouveaux piliers économiques. Elle devrait poursuivre sur sa lancée, du fait notamment du déve-

FICHE PAYS CÔTE D'IVOIRE

Population
24,069 millions d'habitants

PIB
23,368 milliards de dollars

Monnaie
franc CFA

Croissance PIB
8% (prév. 2014)

Région économique
UEMOA/CEDEAO

Doing Business 2015
147^e/189

loppement du secteur des télécommunications. Sur un autre volet, notons que le lancement programmé de plusieurs chantiers de modernisation fait du

Le lancement de chantiers de modernisation attire les entreprises désireuses de gagner des marchés.

pays une mine d'or pour les investisseurs et les entreprises désireuses de gagner des marchés.

Défis

En dépit de cette embellie, le pays reste confronté à plusieurs défis majeurs. Les rapports internationaux soulignent notamment une forte persistance de la pauvreté chez de nombreuses couches de la société. L'économie dépend également de l'évolution des cours du cacao et du pétrole, sans parler du «*climat des affaires encore difficile et des infrastructures publiques déficientes*».

Contexte sécuritaire fragile



Depuis la fin de la crise post-électorale (décembre 2010- avril 2011), deux élections se sont tenues, témoignant ainsi du processus de normalisation politique. Le président Alassane Ouattara, qui compte se représenter en 2015, a de bonnes chances de l'emporter, bien que des tensions soient apparues au sein de la coalition gouvernementale. Les accrochages avec les milices pro-Gbagbo se font moins nombreuses, mais subsiste une insécurité diffuse dans de nombreuses régions du pays (coupeurs de route, conflits fonciers notamment), favorisée par le nombre élevé d'armes en circulation. Le problème de la démobilisation et de la réinsertion des anciens combattants, y compris des anciens miliciens pro-Ouattara, est loin d'être réglé. D'ailleurs, des militaires ont récemment bloqué des établissements publics pour réclamer des prestations salariales. Cependant, le dialogue avec l'ancien parti au pouvoir a repris et l'insécurité n'a, jusqu'ici, pas entravé le renouveau économique du pays.

APPELS D'OFFRES AFRICAINS

EN PARTENARIAT AVEC  maroc-business.com

ZONE : AFRIQUE DU NORD

ALGÉRIE

N ordre : 960006752
Reference : 10/2014
Ville : ALGER
Organisme : DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LA WILAYA DE BEJAIA
Objet : ACQUISITION DES ÉQUIPEMENT ET MATÉRIEL POUR LES INFRASTRUCTURES SPORTIVES, DE JEUNESSE ET STRUCTURE D'ANIMATION
Date limite : 22/10/2014
Adresse : Direction de la jeunesse et des sport de la wilaya de Béjaia

ÉGYPTE

N ordre : 920014435
Ville : CAIRE
Organisme : HOUSING, UTILITIES AND URBAN COMMUNITIES AND THE MINISTRY OF NEW URBAN COMMUNITIES AUTHORITY
Objet : PUBLIC TENDER PROCESS FOR THE CONSTRUCTION AND BUILDING
Caution : 15000
Date limite : 30/12/2014
Adresse : Housing, Utilities and Urban Communities and the Ministry of New Urban Communities Authority Sadat City Development Authority
Montant de retrait : 500
Devise : LIVRE EGYPTIENNE

TUNISIE

N ordre : 855024646
Ville : TUNIS
Organisme : MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE
Objet : PRESTATION DE SERVICE DE TRADUCTION.
Date limite : 31/12/2014
Adresse : 09, Rue El Monastiri; 1006 Tunis

ZONE CEDEAO

CÔTE D'IVOIRE

N ordre : 911130154
Ville : bouake
Organisme : L'UNITÉ DE GESTION DU PROJET D'AMÉLIORATION DES SERVICES DE CARDIOLOGIE DE BOUAKE
Objet : CONSTRUCTION ET D'ÉQUIPEMENT DE L'INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE BOUAKÉ.
Caution : 60000000
Date limite : 21/01/2015
Adresse : Direction des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance (DIEM) sise au Plateau Avenue Delafosse prolongée, 01 BP 5192 Abidjan 01
Montant de retrait : 100000

Devise : cfabceao
Bailleur de fonds : islamic development bank (idb)

BURKINA FASO

N ordre : 911130150
Ville : ouagadougou
Organisme : MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ET DU DÉSENCLEAVEMENT ET DES TRANSPORTS
Objet : RÉHABILITATION DES ROUTES ET DE FACILITATION DU TRANSPORT SUR LE CORRIDOR LOMÉ CINKANSÉ OUAGADOUGOU
Caution : 50000000
Date limite : 05/01/2015
Adresse : OUAGADOUGOU KADIOGO 01 BURKINA FASO
Montant de retrait : 100000
Devise : cfabceao
Bailleur de fonds : afdb

LIBERIA

N ordre : 911129995
Ville : monrovia
Organisme : LIBERIA ELECTRICITY CORPORATION (LEC)
Objet : SUPPLY OF LUBRICANTS TO ITS BUSHROD ISLAND, NEW KRU TOWN AND CONGO TOWN
Caution : 200000
Date limite : 22/12/2014
Adresse : Liberia Electricity Corporation (LEC) MONROVIA LIBERIA
Montant de retrait : 200
Devise : usd

NIGERIA

N ordre : 930009931
Reference : 23590178
Ville : niamey
Organisme : THE NIGERIAN PORTS AUTHORITY (NPA)
Objet : PROCUREMENT SECURITY PATROL SURVEILLANCE VEHICLE (ANTI BOMB) FOR THREE LOCATIONS
HQ, LPC AND PH (3NOS) & 3M EACH
Date limite :
Adresse : Port Manager Ahmed Dandare, New Calabar Port Complex, P.M.B 1014 Calabar, CrossRiver State

ZONE UEMOA

NIGER

N ordre : 911130160
Ville : niamey
Organisme : LA SOCIÉTÉ NIGÉRIENNE D'ÉLECTRICITÉ - NIGELEC
Objet : L'INSTALLATION DE COMPENSATION SHUNT A DOSSO ET NIAMEY ET LE RENFORCEMENT DU POSTE DE DOSSO
RÉHABILITATION "CLÉ EN MAIN" DE LA COMPENSATION SHUNT DE NIAMEY 3
Caution : 40000000

Date limite : 23/12/2014
Adresse : NIGELEC Division Courrier, 201, avenue du Général de Gaulle PL 30 PLATEAU
BP 11202 NIAMEY/NIGER
Montant de retrait : 250000
Devise : cfabceao

SÉNÉGAL

N ordre : 855024769
Reference : 02 / 2014 / F
Ville : dakar
Organisme : AGENCE NATIONALE DE LA PETITE ENFANCE ET DE LA CASE DES TOUTPETITS (ANPECTP)
Objet : L'ACQUISITION DE FOURNITURES SCOLAIRES
Caution : 1 000 000
Date limite : 04/12/2014
Adresse : Scat Urbam Grand Yoff Lot n°S6 sur les 2 voies de Liberté 6 direction VDN, BP : 25274 Dakar-Fann
Montant de retrait : 30000
Devise : cfabceao

BÉNIN

N ordre : 911127485
Reference : PRMP/MTPT/CCMPDGT/DTN/AS GM/Coord.AH/SPRMP
Ville : kandi
Organisme : MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS
Objet : ACQUISITION DE MATÉRIELS ROULANTS AU PROFIT DE LA CELLULE D'EXECUTION DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE NATIONALE INTER ETATS
Caution : 1000000
Date limite : 01/04/2015
Adresse : Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics (Prmp) du Ministère des Travaux et des Transports, (MTPT), 01 Bp 351 Cotonou
Montant de retrait : 100000
Devise : cfabceao
Bailleur de fonds : kfdea

ZONE COMESA

KENYA

N ordre : 940013423
Reference : KeN HA/918/2014
Ville : nairobi
Organisme : KENYA NATIONAL HIGHWAYS AUTHORITY
Objet : CONSTRUCTION OF NUNO MODOGASHE ROAD (C81) IN KENYA
Date limite : 08/01/2015
Adresse : KENYA NATIONAL HIGHWAYS AUTHORITY Construction of Nuno Modogashe Road (C81) in Kenya

MAURICE

N ordre : 91129794

Reference : CPB/40/2014
Ville : rose hill
Organisme : ROAD DEVELOPMENT AUTHORITY
Objet : CONSTRUCTION OF A NEW LINK ROAD TO FLIC EN FLAC:
LAYING OF APPROXIMATELY 10.OKM OF ROADSIDE DRAINS, ABSORPTION PITS AND CULVERTS;
Date limite : 20/01/2015
Adresse : Central Procurement Board, 1st Floor, Social Security House, Julius Nyerere Avenue, Rose Hill MAURITIUS

MADAGASCAR

N ordre : 920014406
Reference : 015/2014
Ville : antananarivo
Organisme : UNDP COUNTRY OFFICE MADAGASCAR
Objet : RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT NATIONAL EXPERT SIG ET EN BASE DE DONNÉES
Date limite : 03/12/20214
Adresse : PNUD, Maison commune des Nations Unies, Rue DR Rassetta, Zone Galaxy Andraharo, Antananarivo 101
Devise : undp

RWANDA

N ordre : 900012832
Ville : kigali
Organisme : THE POST HARVEST HANDLING AND STORAGE/ MINAGRI
Objet : SUPPLY AND INSTALLATION OF MACHINERY SPARE PARTS
Date limite : 02/12/2015
Adresse : The Post Harvest Handling and Storage/ Minagri

ZONE CENSAD

GHANA

N ordre : 930018197
Ville : accra
Organisme : VOLTA RIVER AUTHORITY
Objet : CONSTRUCTION OF STOREY CLINIC COMPLEX WORKS
Caution :
Date limite : 14/01/2015
Adresse : Volta River Authority

GAMBIE

N ordre : 930013967
Reference : GMO080/81
Ville : serrekunda
Organisme : THE GAMBIAN AGENCY FOR THE MANAGEMENT OF PUBLIC WORKS
Objet : PROJECT MANAGEMENT AND SUPERVISION ACTIVITIES
Date limite : 31/12/2016
Adresse : Director General GAMWORKS Kanifing Institutional Layout PO Box 2640 Serrekunda, The Gambia

Montant de retrait :
Bailleur de fonds : idb

SOUDAN

N ordre : 930012288
Ville : khartoum
Organisme : SUSTAINABLE LIVELIHOODS FOR DISPLACED AND VULNERABLE COMMUNITIES IN EASTERN SUDAN PROJECT
Objet : PROVISION OF SUSTAINABLE LIVELIHOODS FOR DISPLACED AND VULNERABLE COMMUNITIES
Date limite : 03/03/2015
Adresse : Sustainable Livelihoods for Displaced and Vulnerable Communities in Eastern Sudan Project

ZONE SADC

TANZANIE

N ordre : 911127855
Ville : dodoma
Organisme : DODOMA URBAN WATERSUPPLY AND SANITATION AUTHORITY
Objet : PROVISION OF BUILDING MATERIALS
Date limite : 05/10/2015
Adresse : Dodoma Urban Water supply and Sanitation Authority p.o box 431

AFRIQUE DU SUD

N ordre : 911129958
Reference : ZNQ 854/14.
Ville : pietermaritzbourg
Organisme : DEPARTMENT OF HEALTH, TOWNHILL HOSPITAL
Objet : CLEANING OF ALL WINDOWS AT NURSES HOME AT TOWNHILL HOSPITAL (OUTSIDE AND INSIDE)
Date limite : 11/12/2014
Adresse : Townhill Hospital, P.O. Box 400, Pietermaritzburg, 3200

ZAMBIE

N ordre : 940014434
Ville : lusaka
Organisme : BANQUE DES TATS DE LAFRIQUE CENTRALE
Objet : EXCAVATION OF BUILD A CENTER IN EBIBEYIN
Date limite : 08/01/2015
Adresse : Banque Des tats De Lafricque Centrale
Bailleur de fonds : afd

ZONE CEMAC

CONGO

N ordre : 940014522
Reference : ASECNA/DGDI/DGDIM/1436/2014
Ville : katanga
Organisme : L'AGENCE POUR LA SÉCURITÉ DE LA NAVIGATION

AÉRIENNE EN AFRIQUE ET À MADAGASCAR
Objet : FOURNITURE ET L'INSTALLATION DES SYSTÈMES D'AIDE À LA PRÉVISION IMMÉDIATE (SAAPI)
Date limite : 11/12/2014
Adresse : Département Ingénierie et Prospective de l'ASECNA à Dakar, Aéroport Léopold Sédar SENGHOR, DakarYoff (Sénégal)

CAMEROUN

N ordre : 911130338
Reference : 31/AONO/ADC/CIPM/2014
Ville : yaounde
Organisme : LA SOCIÉTÉ AÉROPORTS DU CAMEROUN S.A.
Objet : L'ENTRETIEN MENAGER DE L'AÉROGARE PASSAGERS DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE YAOUNDÉNSIMALEN: GUÉRITES DU PARKING AUTOMOBILES.
Caution : 2500000
Date limite : 11/12/2014
Adresse : service des Marchés de la société Aéroports Du Cameroun S.A., sis à l'Aéroport International de Yaoundé Nsimalen
Montant de retrait : 100000
Devise : cfabceao

TCHAD

N ordre : 911130161
Reference : ASECNA/DGDI/DGDIM/1450/2014
Ville : fayalarjeau
Organisme : ASECNA
Objet : RÉHABILITATION DU BALISAGE LUMINEUX ET DU SYSTÈME DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE FAYALARGEAU AU TCHAD
Date limite : 22/01/2015
Adresse : Département Ingénierie et Prospective (ASECNA) sis à l'aéroport Léopold Sédar Senghor, BP 8163 Dakar – Yoff, Sénégal

GABON

N ordre : 911125807
Ville : libreville
Organisme : L'UNITÉ DE COORDINATION DE L'ÉTUDE ET DES TRAVAUX (UCET)
Objet : PROJET D'AMENAGEMENT DU BASSIN VERSANT DE TERRE NOUVELLE
E)SERVICES DE CONSULTANT POUR L'AUDIT DU PROJET.
Date limite : 11/01/2015
Adresse : L'Unité de Coordination de l'Étude et des Travaux (UCET)
Immeuble Filao B sise à Centre Affaires Rénovation BP 12 336 – Libreville Gabon
Bailleur de fonds : islamic development bank



BILLET

Thierry Ekouti,
Dir. pub - Le Quotidien de
l'Économie (Cameroun)

Le Maroc incompris ?

Depuis que l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2015 a été retirée au Maroc et attribuée à la Guinée équatoriale, des voix s'élèvent un peu partout à travers le continent pour demander de «lourdes» sanctions à l'encontre du royaume chérifien. En effet, on ne comprend pas que ce pays ait refusé d'organiser la CAN en évoquant la menace du virus Ebola alors qu'en même temps, il s'apprête à accueillir sur son sol la Coupe du monde des clubs. Cependant, il semblerait bien que le Maroc soit incompris dans cette affaire. En effet, les partisans de cette thèse oublient généralement de remarquer que les équipes participant à la Coupe du monde des clubs ne viennent pas de pays où l'on a enregistré des cas de virus Ebola. Dans les débats sur cette question, l'on oublie généralement aussi de noter que le Maroc n'a pas refusé d'organiser la CAN, mais qu'il a tout simplement demandé son report à cause de la menace Ebola. Or, dans ce contexte, il est tout à fait légitime que le royaume demande du temps. Par exemple, pour mettre en place un dispositif sanitaire à même de contenir, pendant ce tournoi qui draine des foules venant de partout, les éventuels cas d'une fièvre hémorragique dont le virus tue plus de 50% des personnes qu'il contamine. La passion et l'émotion du football ne doivent tout de même pas faire perdre de vue le fait que la santé des populations passe avant tout.

Le Cameroun veut lever 300 millions de dollars

● Un emprunt obligataire par appel public à l'épargne, dont les souscriptions courent jusqu'au 23 décembre 2014, vient d'être émis, avec pour arrangeur la Société commerciale de banques au Cameroun, filiale d'Attijariwafa bank.

Comme ce fut déjà le cas en décembre 2013, la Société commerciale de banques au Cameroun (SCB Cameroun), filiale d'Attijariwafa bank, a été retenue par le gouvernement camerounais pour être l'arrangeur de l'emprunt obligataire qu'il vient d'émettre sur le marché de la Douala Stock Exchange (DSX), Bourse des valeurs mobilières de Douala. Une opération qui vise à lever la rondelette somme de 150 milliards de FCFA, soit environ 300 millions de dollars. Lancé le 24 novembre dernier, cet appel public à l'épargne court jusqu'au 23 décembre 2014 pour ce qui est des souscriptions. Quant au remboursement, il s'étalera sur cinq ans (2014-2019), avec une rémunération fixée à un taux annuel de 5,50%, un peu moins que celui des deux derniers emprunts obligataires lancés par le Cameroun en 2010 et en 2013 pour lesquels les taux d'intérêt étaient respectivement de 5,6% et 5,9%. Répondant à cette remarque faite par les investisseurs au moment de la présentation officielle de cette nouvelle opération, Alamine Ousmane Mey, le ministre des Finances, a indiqué que la signature du Cameroun est fiable et que le pays est en mesure aujourd'hui de lever des capitaux à des taux bien plus bas encore. Sur la qualité de la signature du Cameroun, l'on se souvient justement que, pour l'emprunt obligataire de décembre 2013, le pays avait enregistré 80 milliards de FCFA de souscriptions alors qu'il en sollicitait 50. Aussi n'exclut-on pas un nouveau dépassement du montant désiré. D'où l'autorisation, demandée et obtenue auprès de la Commission de marchés financiers (CMF) par l'arrangeur, d'utiliser tous les fonds qui seront mobilisés au terme des souscriptions à ce nouvel emprunt. Pour cette opération, SCB Cameroun a constitué un syndicat de placement comprenant 10 institutions financières: Financia Capital S.A., Afriland First Bank, Banque atlantique Cameroun, UBA Cameroon, BICEC, EDC investment Corporation, Cenainvest,



CBC, Société générale Cameroun, et bien sûr SCB Cameroun. C'est auprès de ces établissements que les investisseurs intéressés peuvent effectuer leurs souscriptions. Les fonds recherchés sont destinés au financement de plusieurs projets de développement. Ainsi, d'après la note d'information qui accompagne cette émission de titres, plus de 63 milliards de FCFA sont destinés à la construction et la réhabilitation d'infrastructures routières. Pendant ce temps, 40,8 milliards de FCFA sont prévus pour financer des projets énergétiques, tandis que 25 milliards de FCFA seront consacrés au financement de travaux portuaires, en particulier sur le chantier du futur port en eaux profondes de Kribi. L'État compte utiliser les 21 milliards de FCFA restants pour financer ses «participations» dans cinq entreprises publiques. Parmi celles-ci, l'on cite la Cameroon Airlines Corporation (Camair-CO), la compagnie nationale de transport aérien qui, depuis le début de ses vols en 2011, vit essentiellement de subventions. Cela n'est pas forcé-

ment du goût de la CMF qui a récemment indiqué qu'elle préférerait que ces entreprises émettent elles-mêmes des titres sur le marché de capitaux du pays ou de la sous-région pour financer leur développement. Un rêve qui est encore loin de devenir une réalité, dans la mesure où la culture de la Bourse a du mal à s'imposer auprès des entreprises et des opérateurs économiques d'Afrique centrale, tant et si bien que, dix ans après sa création, la DSX ne compte que trois entreprises cotées. En attendant, le Cameroun entend continuer à exploiter l'épargne locale pour le financement de ses programmes de développement. C'est ainsi que le projet de budget 2015, actuellement en débat au Parlement, prévoit des emprunts obligataires pour un montant de 320 milliards de FCFA (environ 640 millions de dollars), soit 14% de plus que les prévisions contenues dans le budget 2014.

PAR JULIEN CHONGWANG
Le Quotidien de l'Économie -
Douala - Cameroun